

Quelque 1.028 ONG des régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et de Dakhla-Oued Eddahab ont adressé une lettre au président du Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur Abdou Abarry, dans laquelle elles pointent du doigt le lourd bilan du "polisario" et de l'Algérie en matière de violations des droits de l'Homme, tout en soulignant le "caractère normal" de la situation des droits humains dans les provinces du Sud du Royaume.

"L'Algérie et le "polisario" ont tous deux un lourd bilan en matière de violations massives des droits de l'Homme et de la dignité humaine, ainsi que de la manipulation immorale et abjecte de la souffrance de nos sœurs et frères séquestrés" dans les camps de Tindouf en Algérie, relèvent ces ONG sahraouies actives dans les domaines des droits de l'Homme et du développement au Sahara marocain.

Les séquestrés à Tinfouf sont usés par le "polisario" et son parrain, l'Algérie, comme "outils de chantage politique, ce qui prive ces deux parties de toute crédibilité" en la matière, ajoutent ces organisations non gouvernementale dans cette lettre.

"En tant qu'organisations sahraouies s'activant librement sur leur sol et dans leur pays, le Maroc, nous soulignons le caractère normal de la situation des droits de l'Homme au Sahara marocain", affirment-elles, notant qu'elles travaillent "dans un contexte prometteur et que nous disposons également d'un espace de liberté régi par un cadre juridique et institutionnel évolutif et crédible".

Elles expriment également leur "profonde préoccupation" et "ferme condamnation" des "conditions déplorables de nos frères et sœurs dans les camps de Tindouf en Algérie, où des dizaines de milliers de civils innocents se trouvent depuis plus de quatre décennies dans une

situation anormale, dans des lieux qui sont hors de toute véritable portée légale de protection, en l'absence de conditions ou de garanties pour assurer à ces populations assiégées la préservation de leur dignité et de leurs droits".

Les présidents de ces ONG regrettent le fait que les populations de Tindouf soient laissées à la merci d'"un groupe armé irresponsable étant lui-même en otage à des objectifs et des plans qui servent exclusivement les intérêts de l'Algérie, coupable et complice de cette terrible tragédie humaine", regrettent les présidents de ces ONG.

Tout en qualifiant d’"anomalie" cette situation, ces ONG rappellent qu’en juillet 2018, le Comité des droits de l’Homme (CDH) avait exprimé sa préoccupation devant le mépris de l’Algérie de ses obligations et responsabilités conformément aux exigences des droits de l’Homme internationaux et du droit international humanitaire, en plaçant ses pouvoirs judiciaires entre les mains du "polisario".

Le CDH s’est également dit préoccupé par l’incapacité des victimes sahraouies de violations des droits de l’Homme dans les camps de Tindouf à accéder à des recours et à la justice devant les tribunaux de l’État partie, ajoute la lettre.

Les ONG sahraouies font remarquer que les témoignages de survivants sahraouis ont fait état de milliers de victimes à la suite d’exécutions sommaires et extrajudiciaires, d’arrestations arbitraires et de disparitions forcées, de tortures et de viols, qui ont touché des hommes, des femmes et même des enfants par les milices des séparatistes.

En outre, elles dénoncent l’adoption par le "polisario", tout comme son parrain algérien, d’une approche contradictoire sur la question des droits de l’Homme, qu’ils utilisent à des fins politiques et n’y voient qu’un outil de propagande et de pression pour promouvoir leur projet séparatiste.

Tout en diffusant un discours de propagande offensif contre le Maroc et en promouvant de fausses allégations sur la situation des droits de l’Homme au Sahara marocain, le "polisario" et Alger s’abstiennent paradoxalement de fournir les données les plus basiques sur la situation des droits humains dans les camps de Tindouf.

"Faut-il croire que l’Algérie et le Polisario sont plus conscients que nous, les ONG travaillant sur le terrain et vivant avec la population sahraouie, de la situation des droits de l’Homme au Sahara marocain ? Est-il raisonnable d’accepter, en retour, la jouissance de la population détenue dans les camps de Tindouf de tous leurs droits et libertés ?" se demandent-elles.

Elles font observer que "tous ces éléments sont des preuves irréfutables que l’attitude de l’Algérie et du Polisario vis-à-vis de la question des droits de l’Homme est principalement motivée par des considérations de propagande et de pression politique dans le contexte du conflit régional autour du Sahara marocain".

Ces 1.028 organisations de défense des droits de l’Homme relèvent qu’elles sont

engagées dans une interaction étroite et constructive avec le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), en tant qu'institution nationale en pleine conformité avec les Principes de Paris et qui dispose de commissions régionales opérant sur le terrain.

En effet, le CNDH et ses antennes régionales "accompagnent et soutiennent notre travail pour promouvoir la jouissance de tous les citoyens de leurs droits", expliquent-elles, mettant en avant l'interaction positive avec leurs responsables nationaux, locaux et régionaux et leur volonté sincère de promouvoir et de protéger les droits humains.

La lettre regrette que les autres parties au conflit "n'hésitent pas à multiplier les tentatives de déstabilisation de nos provinces du Sud en manipulant certains de nos jeunes pour les pousser à une confrontation violente avec les forces de sécurité, afin qu'elles puissent les utiliser dans de sordides campagnes médiatiques exploitant la liberté d'expression et de mouvement à l'intérieur et à l'extérieur du pays – sans aucun obstacle – dont jouissent tous les Sahraouis dans leur pays, le Maroc".

Les ONG attirent l'attention du président du Conseil de sécurité du fait que "certains de nos frères partisans du "polisario" au Sahara marocain se déplacent librement à l'étranger avec des passeports marocains et organisent des activités hostiles au Royaume avant de rentrer au Maroc sans aucun problème". Elles se demandent dans ce contexte : "Combien d'opposants de l'intérieur des camps de Tindouf ont-ils eu cette même chance?".

Ces organisations non gouvernementales notent que la réalité sur le terrain ne peut être mesurée par la propagande ou par la prolifération de fausses allégations pour influencer, voire tromper, l'opinion publique.

"À cet égard, et compte tenu de notre proximité de la réalité sur le terrain et des sentiments de la société locale, nous pouvons vous assurer qu'il existe une conviction large et ferme que l'intérêt et l'avenir des peuples de la région passent par le renforcement de l'unité et des liens nationaux ainsi que la réalisation de l'intégration et de la complémentarité entre les peuples et les pays du Maghreb", relèvent-elles.

"L'heure est maintenant à la médiation, la conciliation et le regroupement de nos familles", insistent-elles, exprimant leur ferme soutien au plan d'autonomie

présenté par le Royaume, considérée comme la seule et unique solution à même de mettre fin à ce conflit artificiel entre frères et garantir dignité et liberté pour tous les Sahraouis.

Par ailleurs, les présidents des ONG font part de leur “satisfaction” quant à l’approche anticipative et efficace adoptée par les pouvoirs publics pour la gestion de la pandémie de Coronavirus.

“Nous saluons vivement les efforts soutenus déployés par les autorités nationales ainsi que les mesures sages et efficaces prises pour protéger nos citoyens sur tout le territoire national et en particulier dans nos provinces du sud”, soulignent-ils.

Ils expriment également leur “étonnement” et “condamnation” quant aux allégations calomnieuses véhiculées par le “polisario” visant à manipuler la pandémie pour promouvoir sa propagande mensongère, alors qu’il ferait mieux de s’occuper de la situation désastreuse qui prévaut dans les camps de Tindouf en Algérie. (MAP). (Fin)